



CPEBPQ
Coalition de parents d'enfants à
besoins particuliers du Québec



Une autre façon de communiquer

FQA
FÉDÉRATION
QUÉBÉCOISE
DE L'AUTISME



SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE
DE LA DÉFICIENCE
INTELLECTUELLE

Pour diffusion immédiate

Le gouvernement du Québec doit encadrer l'utilisation des salles de retrait dans le réseau scolaire

La publication du *Rapport sur les mesures de contrôle dans les écoles du Québec* dresse un portrait alarmant de la situation, tout en proposant des solutions réalistes.

Montréal, 4 octobre 2023 – En conférence de presse à l'Assemblée nationale, la *Coalition de parents d'enfants à besoins particuliers du Québec* (CPEBPQ), la *Fédération québécoise de l'autisme* (FQA), et la *Société québécoise de la déficience intellectuelle* (SQDI) ont demandé au gouvernement d'encadrer l'utilisation des salles de retrait dans le milieu scolaire.

Cette demande est appuyée par le *Rapport sur les mesures de contrôle dans les écoles du Québec*, qui présente le résultat d'un sondage effectué auprès de parents qui ont des enfants à besoins particuliers d'âge scolaire. 338 répondants issus de partout au Québec ont contribué à partager leur expérience personnelle concernant l'utilisation de ces locaux, qui devraient être utilisés en dernier recours. Les résultats du sondage sont frappants. L'utilisation abusive de la salle de retrait n'est pas un phénomène anecdotique. C'est une problématique répandue dans l'ensemble du réseau scolaire. Le rapport expose les grandes inquiétudes des parents envers ces pratiques sur le bien-être et l'inclusion des élèves à besoins particuliers.

Il y a un besoin d'agir rapidement face à cet enjeu.


Il est impératif pour le gouvernement de repenser les pratiques et les politiques scolaires en matière d'inclusion, en privilégiant d'autres solutions que l'utilisation des salles de retrait et des stratégies d'intervention positives.

Les droits fondamentaux des élèves à besoins particuliers doivent être respectés. Comme tous les autres enfants, ils ont droit à une éducation de qualité dans un environnement d'apprentissage adéquat où ils se sentent en sécurité.

Pour régler la crise actuelle, le gouvernement doit rapidement mettre en place des politiques claires et restrictives pour l'utilisation de la salle de retrait dans le milieu de l'éducation. Il existe déjà de telles politiques dans le réseau de la Santé et des services sociaux, notamment pour les Centres jeunesse. Le ministère de l'Éducation devrait s'en inspirer pour encadrer l'utilisation exceptionnelle de la salle de retrait dans les écoles.

Ensemble, la *Coalition des parents d'enfants à besoins particuliers du Québec* (CPEBPQ), la *Fédération québécoise de l'autisme* (FQA) et la *Société québécoise de la déficience intellectuelle* (SQDI) appellent donc les partenaires et les décideurs à prendre conscience des enjeux et à travailler de concert pour garantir une éducation respectueuse des droits des enfants à besoins

particuliers et de leurs familles. En investissant dans des politiques et des mesures qui favorisent l'inclusion, nous contribuerons à une société plus équitable et bienveillante pour tous les élèves.



Amélie Duranleau
Directrice générale
Société québécoise de la
déficience intellectuelle



Bianca Nugent
Présidente
Coalition des parents
d'enfants à besoins
particuliers du Québec



Lili Plourde
Directrice générale
Fédération québécoise de
l'autisme

-30-

Contact média:
Yann Godbout
Ygodbout@sqdi.ca
514-984-7080